

Des chars et des hommes

José Fort

L'Humanité, 16 février 1993

La vente de 436 chars Leclerc aux Emirats arabes unis ne semble pas émouvoir outre mesure, comme si un tel événement était « à ranger dans le catalogue des bonnes nouvelles plutôt maigrelet ces derniers temps », ainsi que l'écrivait, hier, « Nice-Matin ». Faut-il s'en réjouir ou le déplorer ? Et si nous essayons, ensemble, de réfléchir sur quelques questions ? A qui vendons-nous ce matériel ? Les Emirats arabes unis ne se placent pas au premier rang des pays démocratiques. Ils sont hors course. Les droits de l'homme et de la femme restent inconnus là-bas. La moindre contestation se termine par le fouet. Quant à la peine de mort, elle fonctionne gaillardement. En fait, la France est devenue spécialiste de livraisons militaires aux régimes rétrogrades et dictatoriaux. Le Pakistan en Asie, le Rwanda en Afrique, deux exemples parmi tant d'autres. Voici, au Moyen-Orient, le tour des Emirats arabes unis, en manière de remerciement pour la participation française à la

guerre du Golfe.

A Paris, le consensus fonctionne à plein. La droite se félicite, le Parti socialiste évoque « les réalités internationales et sociales », alors qu'en 1981, au Salon du Bourget, François Mitterrand faisait désarmer les avions de chasse exposés et, un peu plus tard à Cancun, critiquait ce type d'exportations. Quant à l'opinion des Verts, elle a été communiquée par Dominique Voynet qui « ne se réjouit pas vraiment », même si elle précise être « bien consciente du fait qu'en période de chômage » cela peut constituer « une perspective de création et de maintien d'emplois ». Les Verts et Génération écologie feraient bien d'y réfléchir à deux fois. En se déclarant prêts à gouverner avec la droite, acceptent-ils par avance d'approuver ce genre de commerce ? Le 26 juin 1991, les députés communistes ont déposé une proposition de loi tendant à l'interdiction du commerce des armes. L'examen en devient urgent.

Côté cour, la France vend des

armes. Côté jardin, elle pratique ce qu'on appelle l'« aide humanitaire » ou l'« ingérence humanitaire » avec Bernard Kouchner que l'on qualifie déjà de « chef du service après-vente ». Faudra-t-il créer un, deux, trois, dix nouveaux foyers de guerre pour ensuite organiser des campagnes télévisées d'aide à tous ceux qui mourront sous les balles, les obus, les chars français ?.

Les ventes d'armes maintiennent des emplois, rapportent des devises, remplissent les caisses du commerce extérieur. Mais se limiter à ce seul constat ne relève pas seulement du cynisme. Cela participe d'une politique à courte vue. Les industries d'armement devraient en premier lieu fournir la France. Or, les commandes

de l'Armée française, notamment à GIAT-Industries chargé de la vente des chars Leclerc, sont pratiquement inexistantes. En ce monde dangereux et en plein bouleversement, la question clé n'est-elle pas, tout en assurant les capacités de défense nationale, de penser, prévoir, préparer la reconversion des usines d'armement ?.

Le tiers-monde agonise. La famine sévit dans des régions entières d'Afrique et d'ailleurs. Le Sud demande des tracteurs, du matériel agricole, de la technologies avancée pour irriguer les champs, du matériel moderne pour creuser, forer, construire. On lui envoie des sacs de riz rassemblés dans les écoles pour lui expédier ensuite les engins de mort.

José Fort